

Produit intérieur brut, revenus et dépenses, quatrième trimestre de 2015

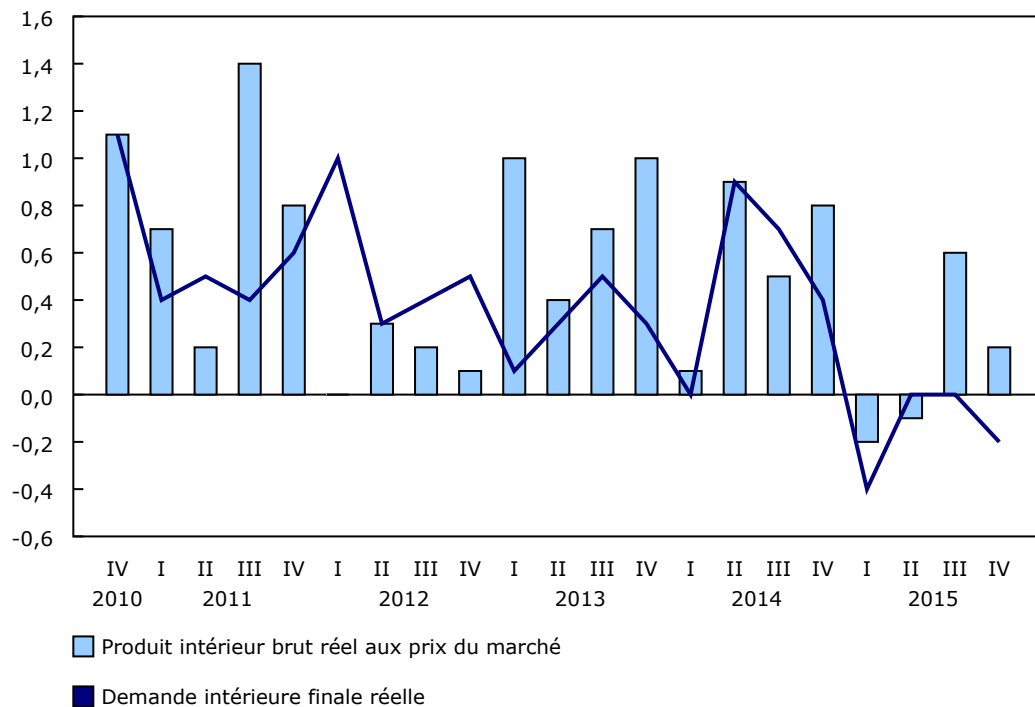
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mardi 1^{er} mars 2016

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre, après avoir progressé de 0,6 % au troisième trimestre. Ce ralentissement de la croissance a été en partie attribuable aux reculs de la demande intérieure finale et des exportations.

La demande intérieure finale a diminué de 0,2 %, après avoir été stable au deuxième et au troisième trimestres. Cette baisse est attribuable à une diminution de la formation brute de capital fixe des entreprises, principalement en ouvrages non résidentiels.

Graphique 1 Produit intérieur brut et demande intérieure finale

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2007)



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0064.

La formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 1,7 %, soit la quatrième baisse trimestrielle consécutive, en raison du recul de 3,3 % de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 0,2 %, après avoir progressé de 0,5 % au troisième trimestre. Ce sont les dépenses en services (+0,4 %) qui ont principalement été à l'origine de cette croissance. La dernière baisse des dépenses des ménages remonte au premier trimestre de 2009.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont augmenté de 0,4 %, après avoir été stables au troisième trimestre.

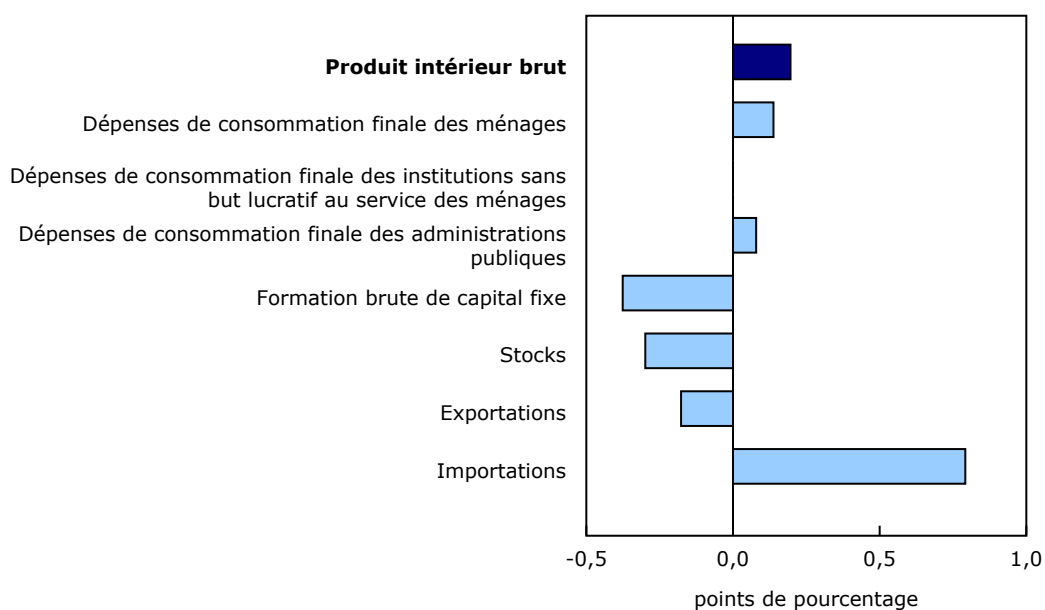


Les exportations de biens et de services ont diminué de 0,6 %, après avoir progressé de 2,6 % au troisième trimestre. Les importations ont diminué de 2,3 %, soit une troisième baisse trimestrielle consécutive.

Les entreprises ont réduit leurs stocks de 4,0 milliards de dollars, après avoir enregistré une accumulation de 1,0 milliard de dollars au trimestre précédent. Les stocks non agricoles ont affiché une baisse de 3,6 milliards de dollars, après avoir enregistré une accumulation de 2,3 milliards de dollars au troisième trimestre.

Exprimé en taux annualisé, le PIB réel a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 2,4 % au troisième trimestre. À titre de comparaison, le PIB réel s'est accru de 1,0 % aux États-Unis.

Graphique 2 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel au quatrième trimestre



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0064.

Ralentissement des dépenses des ménages

La croissance des dépenses de consommation finale des ménages a ralenti pour s'établir à 0,2 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 0,5 % au troisième trimestre. Cette progression au quatrième trimestre s'explique par la hausse des dépenses en services (+0,4 %). Les dépenses en biens ont affiché une légère hausse (+0,1 %), la diminution des dépenses en biens non durables (-0,3 %) ayant compensé l'augmentation des dépenses en biens durables (+0,4 %) et semi-durables (+0,6 %).

Les dépenses en loisirs et culture (+0,7 %), en vêtements et chaussures (+0,9 %) et en transport (+0,2 %) ont toutes contribué à la croissance des dépenses des ménages. Les achats de véhicules (+0,1 %) ont affiché une légère hausse, après avoir connu deux trimestres consécutifs de croissance marquée.

Hausse des investissements dans le logement

L'investissement des entreprises dans la construction résidentielle a augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre, soit la quatrième hausse trimestrielle consécutive. Les coûts de transfert de propriété (+3,5 %), qui reflètent les transactions sur le marché de la revente, et les rénovations (+0,7 %) ont augmenté au quatrième trimestre, après avoir enregistré des baisses au troisième trimestre. L'investissement des entreprises dans la construction résidentielle neuve a reculé de 1,2 %, après avoir connu un gain de 3,1 % au troisième trimestre.

Nouvelle baisse des investissements des entreprises

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels et en machines et matériel a diminué de 3,3 % au cours du quatrième trimestre.

L'investissement en ouvrages non résidentiels a fléchi de 3,9 %, ce qui poursuit la tendance à la baisse constatée au cours des deux années précédentes. La baisse de l'investissement en ouvrages de génie (-4,2 %) a grandement contribué au recul enregistré au quatrième trimestre, dans la foulée de la baisse des prix du pétrole et de la faiblesse de l'investissement dans le secteur pétrolier et gazier. L'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels (-2,9 %) a également continué de diminuer.

Les dépenses des entreprises en machines et matériel ont diminué de 2,3 %, soit la quatrième baisse trimestrielle consécutive. La diminution a été principalement attribuable aux dépenses en ordinateurs et équipement périphérique d'ordinateurs (-7,9 %) et en appareils de communication et d'audio-visuel (-8,9 %) au quatrième trimestre.

L'investissement des entreprises en produits de la propriété intellectuelle a enregistré une baisse de 1,2 %, les prix inférieurs de l'énergie ayant entraîné une diminution supplémentaire de 8,2 % des dépenses en prospection minière et en évaluation, qui s'ajoute à d'autres reculs importants enregistrés plus tôt dans l'année.

Diminution des stocks des entreprises

L'investissement des entreprises en stocks a diminué de 4,0 milliards de dollars en raison de l'utilisation de stocks principalement non agricoles au quatrième trimestre, alors qu'une accumulation de 1,0 milliard de dollars avait été inscrite au troisième trimestre.

Les stocks agricoles de céréales se sont accrus de 1,1 milliard de dollars, après avoir enregistré sept trimestres consécutifs d'épuisement. Les stocks d'autres cultures ont diminué de 1,6 milliard de dollars.

Les stocks de biens durables des détaillants ont diminué de 3,4 milliards de dollars, principalement à cause de la baisse des stocks de véhicules automobiles (-4,0 milliards de dollars), qui s'étaient considérablement accumulés au cours des deux années précédentes. Les stocks de biens non durables des grossistes ont diminué de 1,4 milliard de dollars au quatrième trimestre. Les stocks de biens non durables des fabricants ont diminué de 1,4 milliard de dollars.

Malgré la réduction des stocks au quatrième trimestre, les ventes ont diminué à un rythme plus rapide que les stocks, ce qui a entraîné dans l'ensemble de l'économie une hausse du ratio des stocks aux ventes, qui s'est établi à 0,763.

Baisse des exportations

Les exportations de biens et de services ont baissé de 0,6 % au quatrième trimestre, alors qu'elles avaient augmenté de 2,6 % au troisième trimestre. Les exportations de biens ont fléchi de 0,5 %, principalement en raison de la baisse des exportations d'aéronefs et d'autres matériel et pièces de transport (-10,4 %).

Les exportations de produits énergétiques (-2,8 %) et de produits agricoles et de la pêche et de produits alimentaires intermédiaires (-2,5 %) ont aussi diminué. Les exportations de véhicules automobiles et leurs pièces ont progressé de 1,7 %, surtout en raison de la hausse des exportations d'automobiles et de camions légers (+4,6 %).

Les exportations de services ont diminué de 0,7 %, après avoir enregistré une hausse d'un ordre de grandeur similaire au troisième trimestre. Cette diminution est attribuable à la baisse des exportations de services commerciaux (-1,0 %).

Baisse des importations

Les importations de biens et services ont reculé de 2,3 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une baisse de 0,6 % au troisième trimestre.

Les importations de biens ont fléchi de 2,5 %, notamment en raison des baisses inscrites dans les secteurs du matériel et des pièces électroniques et électriques (-6,2 %), des biens de consommation (-3,1 %) et des produits énergétiques (-8,1 %). La hausse affichée dans le secteur des aéronefs et autres matériel et pièces de transport (+5,6 %) a en partie compensé ces reculs.

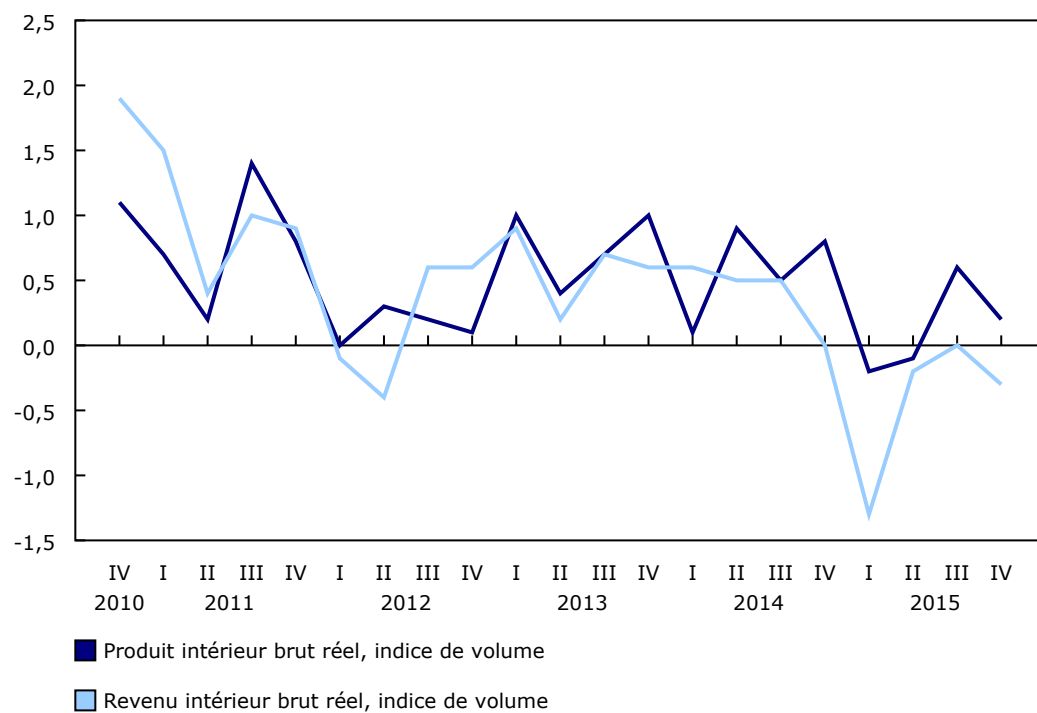
Les importations de services ont reculé de 1,3 %, ce qui marque la deuxième baisse trimestrielle consécutive. Les importations de services de transport (-2,8 %) et de services de voyage (-1,9 %) ont contribué à la baisse, tout comme la faiblesse du dollar canadien.

Diminution du revenu intérieur brut réel

Le revenu intérieur brut réel, une mesure du pouvoir d'achat réel du revenu total tiré de la production canadienne, a diminué de 0,3 % au cours du quatrième trimestre. Cette baisse reflète l'affaiblissement persistant des termes de l'échange qui ont diminué pour le cinquième trimestre d'affilée. (Les termes de l'échange sont mesurés par le ratio des prix des exportations aux prix des importations.)

Graphique 3 Produit intérieur brut réel et revenu intérieur brut réel

variation en pourcentage



Source(s) : Tableau CANSIM 380-0065.

Les prix des exportations ont reculé de 1,0 % au quatrième trimestre, tandis que les prix des importations ont augmenté de 0,7 %, sous l'effet d'une dépréciation du taux de change. Le prix de la demande intérieure finale a augmenté de 0,3 %. L'indice implicite des prix du PIB a légèrement reculé de 0,1 %.

Ralentissement de la croissance du produit intérieur brut nominal

La croissance du PIB nominal a ralenti pour s'établir à 0,1 % au quatrième trimestre, après avoir enregistré une hausse de 0,8 % au troisième trimestre.

La rémunération des salariés a augmenté de 0,7 %, en raison de la hausse des traitements et salaires (+0,7 %) et des cotisations sociales des employeurs (+0,9 %). Les traitements et salaires se sont accrus de 0,4 % dans les industries productrices de biens, entraînés par une hausse de 2,0 % dans le secteur de la fabrication, et de 0,8 % dans les industries productrices de services, sous l'effet des hausses enregistrées dans les secteurs des services professionnels et personnels (+1,1 %) et de la finance, des services immobiliers et des services de gestion d'entreprises (+1,8 %).

L'excédent d'exploitation brut a reculé de 1,6 %, après avoir enregistré une hausse de 1,4 % au troisième trimestre. L'excédent d'exploitation brut des sociétés financières a régressé de 8,2 %, tandis que celui des sociétés non financières a diminué de 1,2 %.

Croissance modeste du revenu disponible des ménages

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre, et les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues à un taux semblable. Le taux d'épargne des ménages a donc été stable par rapport au troisième trimestre, soit 4,0 %.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond aux paiements versés sur les prêts hypothécaires et non hypothécaires des ménages divisés par leur revenu disponible, s'est établi à 13,96 % au quatrième trimestre, en baisse par rapport au ratio de 14,00 % enregistré au troisième trimestre. La croissance du revenu disponible des ménages a dépassé celle des paiements obligatoires.

Le taux d'épargne national s'est replié pour le cinquième trimestre d'affilée, pour s'établir à 2,8 % au quatrième trimestre. Le revenu disponible national a légèrement augmenté, soit de 0,1 %.

Bilan annuel de 2015

Le PIB réel a progressé de 1,2 % en 2015, un taux correspondant à environ la moitié de celui enregistré en 2014, la diminution de la formation brute de capital fixe des entreprises ayant limité la croissance économique. La demande intérieure finale a augmenté de 0,5 %, après s'être accrue de 1,6 % en 2014.

Le revenu intérieur brut réel a diminué de 1,1 %, après avoir progressé de 2,0 % en 2014. Les termes de l'échange du Canada ont diminué de 6,9 %, après avoir enregistré une baisse de 1,3 % en 2014. La baisse des prix du pétrole a contribué au fléchissement de l'ensemble des prix des exportations (-3,1 %), alors que la dépréciation du dollar a joué un rôle dans l'augmentation des prix des importations (+4,1 %). En conséquence, le prix implicite du PIB a diminué de 0,5 % en 2015, ce qui représente la première baisse depuis 2009.

La formation brute de capital fixe des entreprises a diminué de 4,8 %, après avoir enregistré cinq augmentations annuelles consécutives. La baisse est principalement attribuable au recul de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels (-12,7 %).

Les investissements des entreprises en ouvrages résidentiels ont augmenté de 3,9 %, après avoir progressé de 2,5 % en 2014. Les dépenses en logements neufs (+4,1 %) et en rénovations (+1,4 %), ainsi que les coûts de transfert de propriété (+8,0 %), ont tous augmenté.

Les entreprises ont accru leurs stocks de 4,5 milliards de dollars en 2015, comparativement à une accumulation de 9,9 milliards de dollars en 2014.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont progressé de 1,9 % après avoir enregistré une hausse de 2,6 % en 2014, les dépenses en biens (+1,7 %) et en services (+2,1 %) s'étant accrues. Les dépenses des ménages en biens durables (+3,3 %), semi-durables (+2,4 %) et non durables (+0,7 %) ont toutes augmenté.

Les exportations de biens ont augmenté de 3,4 %, tandis que celles de services se sont accrues de 0,9 %. Globalement, les exportations ont progressé de 3,0 %. Les importations de biens ont augmenté de 0,2 %, tandis que les importations de services ont été stables. Dans l'ensemble, les importations ont augmenté légèrement de 0,1 %.

La rémunération des salariés (en termes nominaux) a augmenté de 2,6 % en 2015, ce qui représente la hausse la plus faible depuis 2009. L'excédent d'exploitation brut des sociétés a diminué de 5,5 % en raison du recul des prix du pétrole en 2015, après avoir enregistré une hausse de 6,2 % en 2014.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 3,9 % en 2015, ce qui correspond à un taux de croissance supérieur au taux de 3,0 % enregistré en 2014. L'accélération de l'augmentation du revenu disponible des ménages et le ralentissement de la croissance des dépenses de consommation finale des ménages se sont traduits par une augmentation du taux d'épargne des ménages, celui-ci étant passé de 4,2 % en 2014 à 4,4 % en 2015.

Note aux lecteurs

Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses (comme les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations et les importations) sont calculées à partir de mesures en volume qui sont corrigées en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus et des statistiques relatives au mouvement de fonds (comme le revenu du travail, les bénéfices des sociétés, les emprunts hypothécaires et le financement total obtenu) sont calculées à partir de mesures nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées en fonction des variations de prix.

Il existe deux façons d'exprimer le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et d'autres séries chronologiques comprises dans le présent communiqué.

1. À moins d'indication contraire, les taux de croissance de toutes les données comprises dans le présent communiqué représentent la variation en pourcentage dans la série d'un trimestre au suivant, par exemple du troisième trimestre de 2015 au quatrième trimestre de 2015.
2. La croissance trimestrielle peut être exprimée à un taux annuel au moyen d'une formule de croissance composée, tout comme le taux d'intérêt mensuel peut être exprimé à un taux annuel. L'utilisation du taux de croissance à un taux annuel facilite la comparaison avec les statistiques officielles sur le PIB des États-Unis. Le taux de croissance trimestriel et le taux de croissance trimestriel annualisé devraient être interprétés comme une indication de la tendance la plus récente du PIB.

Révisions

Les données du PIB du quatrième trimestre sont diffusées en même temps que les données révisées du premier, deuxième et troisième trimestres de 2015. Ces données intègrent des données nouvelles et révisées et des données mises à jour des tendances saisonnières. Alors que le PIB n'est pas révisé pour la période d'avant 2015, des améliorations ont été apportées à d'autres séries chronologiques choisies allant jusqu'à 1981 incluses dans les comptes économiques canadiens.

Tableaux de données CANSIM en temps réel

Les tableaux de données CANSIM en temps réel 380-8063 et 380-8064 seront mis à jour le 8 mars. Pour obtenir plus de renseignements, consultez le document [Tableaux de données CANSIM en temps réel](#).

Prochaine diffusion

Les données du produit intérieur brut, revenus et dépenses, du premier trimestre seront diffusées le 31 mai.

Tableau 1
Produit intérieur brut selon le compte des revenus — Données désaisonnalisées aux taux annuels

	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Rémunération des salariés	1,0	0,5	0,9	0,4	0,2	0,7	1 024 512	1 032 008
Excédent d'exploitation brut	1,8	-0,8	-6,0	-0,4	1,4	-1,6	518 540	510 224
Revenu mixte brut	0,9	0,7	1,3	1,1	1,2	1,0	233 436	235 872
Impôts moins les subventions sur la production	-0,4	0,3	0,4	0,6	1,3	0,2	85 496	85 692
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	1,5	0,9	0,6	1,6	1,2	0,9	132 636	133 796
Divergence statistique (millions de dollars)	-1 724	1 016	-300	-92	336	-800	-184	-984
Produit intérieur brut aux prix du marché	1,1	0,2	-1,0	0,3	0,8	0,1	1 994 436	1 996 608

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0063](#).

Tableau 2
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation trimestrielle — Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	0,5	0,4	0,3	0,5	0,4	0,3	1 370 521	1 374 277
Dépenses de consommation finale des ménages	0,7	0,6	0,2	0,5	0,5	0,2	1 002 397	1 004 848
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	-0,4	1,8	-1,4	1,6	-0,2	-0,0	24 744	24 740
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,2	-0,1	0,9	0,6	0,0	0,4	344 670	345 955
Formation brute de capital fixe	1,5	0,4	-2,6	-1,7	-1,2	-1,6	390 461	384 191
Formation brute de capital fixe des entreprises	1,4	0,1	-3,3	-2,0	-1,3	-1,7	321 228	315 843
Bâtiments résidentiels	2,5	-0,1	1,4	0,3	0,7	0,4	121 534	122 075
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	1,1	0,2	-5,3	-3,4	-2,6	-3,3	173 785	168 104
Produits de propriété intellectuelle	-0,6	0,7	-9,3	-3,3	-1,6	-1,2	27 126	26 803
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	1,7	1,5	0,7	0,1	-0,5	-1,3	66 582	65 722
Investissements en stocks (millions de dollars)	-8 083	7 836	3 537	-4 262	-7 364	-5 092	1 075	-4 017
Exportations de biens et services	1,7	-0,1	-0,1	-0,0	2,6	-0,6	578 693	575 472
Moins : importations de biens et services	1,2	0,1	0,1	-0,4	-0,6	-2,3	573 869	560 609
Divergence statistique (millions de dollars)	1 522	-898	269	80	-292	712	167	879
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,5	0,8	-0,2	-0,1	0,6	0,2	1 772 273	1 775 743
Demande intérieure finale	0,7	0,4	-0,4	0,0	0,0	-0,2	1 758 663	1 755 910

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Tableau 3
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation annualisée — Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015
	variation trimestrielle en %, annualisée						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	1,9	1,8	1,4	2,1	1,6	1,1	1 370 521	1 374 277
Dépenses de consommation finale des ménages	2,9	2,4	0,6	1,9	2,2	1,0	1 002 397	1 004 848
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	-1,4	7,2	-5,3	6,7	-0,9	-0,1	24 744	24 740
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	-0,6	-0,3	3,8	2,4	0,1	1,5	344 670	345 955
Formation brute de capital fixe	6,1	1,4	-10,2	-6,5	-4,6	-6,3	390 461	384 191
Formation brute de capital fixe des entreprises	5,9	0,6	-12,5	-7,9	-5,2	-6,5	321 228	315 843
Bâtiments résidentiels	10,3	-0,5	5,9	1,3	2,7	1,8	121 534	122 075
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	4,7	0,9	-19,4	-13,0	-10,1	-12,4	173 785	168 104
Produits de propriété intellectuelle	-2,3	2,6	-32,4	-12,5	-6,4	-4,7	27 126	26 803
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	6,8	6,1	2,8	0,5	-1,8	-5,1	66 582	65 722
Investissements en stocks (millions de dollars)	-8 083	7 836	3 537	-4 262	-7 364	-5 092	1 075	-4 017
Exportations de biens et services	6,9	-0,2	-0,6	-0,1	10,8	-2,2	578 693	575 472
Moins : importations de biens et services	4,7	0,3	0,5	-1,7	-2,4	-8,9	573 869	560 609
Divergence statistique (millions de dollars)	1 522	-898	269	80	-292	712	167	879
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,1	3,4	-0,9	-0,4	2,4	0,8	1 772 273	1 775 743
Demande intérieure finale	2,9	1,7	-1,5	0,1	0,1	-0,6	1 758 663	1 755 910

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Tableau 4
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses — Données désaisonnalisées aux taux annuels

	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015		
			Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel	Contributions à la variation en pourcentage des indices implicites de prix	Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, annualisées
	millions de dollars enchaînés (2007)		points de pourcentage		
Dépenses de consommation finale	1 370 521	1 374 277	0,216	0,223	0,866
Dépenses de consommation finale des ménages	1 002 397	1 004 848	0,138	0,125	0,549
Biens	457 137	457 543	0,022	0,057	0,084
Biens durables	145 902	146 534	0,031	0,018	0,124
Biens semi-durables	83 236	83 769	0,025	-0,007	0,100
Biens non durables	230 082	229 488	-0,035	0,047	-0,140
Services	545 012	547 001	0,116	0,068	0,465
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	24 744	24 740	0,000	0,032	0,000
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	344 670	345 955	0,079	0,066	0,317
Formation brute de capital fixe	390 461	384 191	-0,376	0,149	-1,509
Formation brute de capital fixe des entreprises	321 228	315 843	-0,322	0,118	-1,292
Bâtiments résidentiels	121 534	122 075	0,033	0,053	0,132
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	173 785	168 104	-0,335	0,064	-1,344
Ouvrages non résidentiels	100 222	96 356	-0,243	-0,002	-0,975
Machines et matériel	71 414	69 749	-0,092	0,066	-0,369
Produits de propriété intellectuelle	27 126	26 803	-0,020	0,001	-0,080
Formation brute de capital fixe des institutions sans but lucratif au service des ménages	2 697	2 668	-0,002	0,001	-0,008
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	66 582	65 722	-0,052	0,030	-0,209
Investissements en stocks	1 075	-4 017	-0,299	0,072	-1,200
Exportations de biens et services	578 693	575 472	-0,177	-0,320	-0,710
Biens	496 304	493 697	-0,141	-0,329	-0,566
Services	83 683	83 079	-0,036	0,010	-0,144
Moins : importations de biens et services	573 869	560 609	-0,792	0,212	-3,177
Biens	465 635	453 857	-0,709	0,183	-2,844
Services	108 032	106 598	-0,083	0,029	-0,333
Divergence statistique	167	879	0,040	0,000	0,160
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 772 273	1 775 743	0,196	-0,087	0,784
Demande intérieure finale	1 758 663	1 755 910	-0,160	0,373	-0,643

Source(s) : Tableaux CANSIM [380-0064](#) et [380-0066](#).

Tableau 5
Principaux indicateurs des comptes économiques canadiens — Données désaisonnalisées

	Troisième trimestre de 2014	Quatrième trimestre de 2014	Premier trimestre de 2015	Deuxième trimestre de 2015	Troisième trimestre de 2015	Quatrième trimestre de 2015
À l'échelle de l'économie						
Revenu intérieur brut réel (indice 2007=100)	111,3	111,3	109,8	109,7	109,6	109,3
Déflateur du produit intérieur brut (indice 2007=100)	113,5	112,8	111,9	112,4	112,5	112,4
Termes de l'échange (indice 2007=100)	100,6	97,9	94,7	94,5	92,8	91,3
Secteur des ménages						
Revenu disponible des ménages (millions de dollars)	1 085 584	1 094 220	1 096 220	1 116 928	1 125 360	1 131 400
Épargne nette des ménages (millions de dollars)	45 016	46 824	51 132	56 032	45 232	45 436
Taux d'épargne des ménages (%)	4,1	4,3	4,7	5,0	4,0	4,0
Ratio du service de la dette des ménages (%)	13,97	14,09	14,13	14,00	14,00	13,96
Secteur des administrations publiques						
Revenu disponible des administrations publiques (millions de dollars)	407 292	405 204	405 064	402 236	397 860	401 744
Épargne nette des administrations publiques (millions de dollars)	292	-3 288	-9 396	-15 620	-22 940	-21 948
Secteur des sociétés						
Excédent d'exploitation net des sociétés non financières (millions de dollars)	243 184	237 272	201 792	197 172	195 736	187 768
Excédent d'exploitation net des sociétés financières (millions de dollars)	35 800	34 372	34 860	36 248	37 532	33 268
Épargne nette des sociétés non financières (millions de dollars)	20 144	12 812	-19 308	-25 660	-20 552	-28 848
Épargne nette des sociétés financières (millions de dollars)	42 780	46 720	44 276	46 224	52 556	53 896
National						
Épargne nationale nette (millions de dollars)	106 064	101 444	64 692	58 820	52 068	45 204
Taux d'épargne national (%)	6,5	6,2	4,0	3,6	3,2	2,8

Source(s) : Tableaux CANSIM [380-0065](#), [380-0066](#), [380-0071](#), [380-0072](#), [380-0073](#), [380-0076](#) et [380-0079](#).

Tableau 6
Produit intérieur brut réel selon le compte des dépenses, variation d'une année à l'autre –
Données désaisonnalisées aux taux annuels, dollars enchaînés (2007)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2014	2015
	variation d'une année à l'autre en %						millions de dollars	
Dépenses de consommation finale	3,2	2,0	1,6	1,8	1,9	1,8	1 343 077	1 367 020
Dépenses de consommation finale des ménages	3,7	2,2	1,9	2,4	2,6	1,9	980 126	999 120
Dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages	-1,4	6,2	1,9	1,8	0,2	1,4	24 340	24 672
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	2,3	1,3	0,7	0,3	0,3	1,4	339 711	344 455
Formation brute de capital fixe	11,5	4,6	4,9	-0,5	0,7	-3,6	407 327	392 846
Formation brute de capital fixe des entreprises	11,6	7,9	6,6	0,7	0,4	-4,8	339 978	323 725
Bâtiments résidentiels	8,4	1,6	5,6	-0,4	2,5	3,9	116 638	121 165
Ouvrages non résidentiels, machines et matériel	14,4	12,8	8,6	2,5	0,0	-8,8	193 425	176 308
Produits de propriété intellectuelle	10,4	5,7	0,1	-5,2	-4,2	-12,6	31 459	27 505
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	11,4	-7,6	-3,0	-6,3	2,1	2,6	64 799	66 502
Investissements en stocks (millions de dollars)	2 161	11 757	-5 000	9 317	-5 607	-5 319	9 869	4 550
Exportations de biens et services	6,6	4,8	2,6	2,8	5,3	3,0	554 163	570 595
Moins : importations de biens et services	13,8	5,6	3,6	1,5	1,8	0,1	572 076	572 912
Divergence statistique (millions de dollars)	-473	356	9	-383	1 673	128	343	471
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,1	3,1	1,7	2,2	2,5	1,2	1 747 709	1 768 242
Demande intérieure finale	5,0	2,6	2,4	1,3	1,6	0,5	1 748 802	1 757 642

Source(s) : Tableau CANSIM [380-0064](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [031-0009](#), [380-0063](#) à [380-0076](#), [380-0078](#) à [380-0088](#), [380-0100](#) à [380-0107](#) et [382-0006](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1901](#), [2602](#), [2820](#) et [5169](#).

Le module *Système des comptes macroéconomiques*, accessible sous l'onglet *Parcourir par ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

L'estimation trimestrielle de la consommation de capital fixe est fondée sur le programme trimestriel de stock et consommation de capital fixe. Ce programme intègre les estimations trimestrielles de la valeur nette du stock selon la méthode géométrique et de la dépréciation des actifs non résidentiels (immeubles, ouvrages de génie, machines et matériel, et produits de propriété intellectuelle) et résidentiels dans le nouveau tableau CANSIM 031-0009.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).